



Groupe Socialiste au
Parlement Européen

Parlement Européen
Rue Wiertz 60
B-1047 Bruxelles
T +32 2 284 2111
F +32 2 230 6664
www.socialistgroup.org

Bruxelles, le 14 juin 2007

*DELEGATION POUR LES RELATIONS AVEC LE **MERCOSUR***

*VISITE D'UN GROUPE DE TRAVAIL AU PARAGUAY ET EN URUGUAY
DU 2 - 8 MAI 2007*

Présidé par M. Sérgio Sousa Pinto, un groupe de travail s'est rendu au Paraguay et en Uruguay du 2 au 8 mai 2007. L'objectif principal de cette visite était d'un côté l'inauguration du Parlement du Mercosur le 7 mai 2007 à Montevideo et de l'autre côté le renforcement de la dimension parlementaire des relations entre l'Union européenne et le Mercosur. Des rencontres politiques au plus haut niveau ainsi que plusieurs réunions avec les représentants de la société civile ont fait partie du programme.

Réunions au Paraguay du 2 au 4 mai 2007

Les membres du groupe de travail se sont entretenus avec le président de la République, M. Nicanor Duarte Frutos (le secrétariat n'a pas eu accès à cette réunion), le président du parlement, M. Enrique Gonzalez Quintana, le ministre des affaires étrangères, M. Ramirez Lezcano, le ministre du Commerce et de l'Industrie, M. José Maria Ibáñez, le président du Parlement du Mercosur, M. Alfonso Gonzalez Nuñez, ainsi qu'avec d'autres représentants du gouvernement et des parties de l'opposition. La délégation a rencontré également des ambassadeurs de l'Union européenne et dédié une partie de son programme à une réunion assez intéressante avec des représentants d'une douzaine d'organisations non gouvernementale.

Rencontre avec les représentants du gouvernement

Le président, M. Sérgio Sousa Pinto, a rappelé lors de ces rencontres, l'objectif principal de cette visite, à savoir: le renforcement des relations avec l'Union européenne au-delà des négociations purement commerciales en cours avec le Mercosur, l'encouragement du processus d'intégration régionale, l'équilibre et la solidarité entre les Etats notamment par la correction des asymétries (correcte application des fonds structurelles - FOCES) pour faire face aux défis de la globalisation; l'acceptation de la supranationalité pour développer une vraie dimension politique en même temps que l'intégration économique et sociale. Le futur rôle du Parlement du Mercosur en tant que facteur d'intégration et de création d'une conscience commune près

des citoyens. L'adhésion du Venezuela, ses avantages et désavantages et la signature de l'accord d'association avec l'Union européenne.

De la part des représentants du gouvernement, parmi les questions les plus soulevées: le rapprochement des relations économiques, sociales et culturelles avec l'Europe, l'Union européenne comme modèle d'intégration, l'intégration du Mercosur et ses obstacles, les conflits entre ses Etats membres, la politique d'immigration en Europe et la difficulté d'acceptation des citoyens latino-américains, l'ouverture du marché européen aux produits et aux services de l'Amérique latine et les relations politiques et commerciales avec les Etats-Unis.

Le ministre du commerce et de l'industrie, M. José Maria Ibáñez, a soulevé les controverses existantes à l'intérieur du Mercosur et en particulier l'opposition du Brésil au transfert de tout type de souveraineté. Cette position du Brésil empêche l'approfondissement de l'intégration du Mercosur sur le plan politique et économique. Le déséquilibre entre les grands et les petits pays peut être atténué avec l'adhésion du Venezuela. En ce qui concerne l'application du FOCEM, en ce moment la priorité est l'aide aux petits et moyens entreprises. Le Paraguay en ce moment développe la production de biocombustible et dans ce domaine a développé ses contacts avec des entreprises espagnoles et allemandes. L'accord d'association entre l'Union européenne et le Mercosur doit s'élargir aux domaines de l'énergie et du social.

Le ministre des affaires étrangères, M. Ramirez Lezcano, a rappelé les objectifs du Mercosur, à savoir la libre circulation des personnes, la coordination des politiques économiques (très difficile pour l'instant), la politique extérieure commune (certains progrès sont à enregistrer, notamment dans les relations avec l'Union européenne et l'adhésion du Venezuela) et le renforcement institutionnel du Mercosur. En ce qui concerne le Venezuela, le Paraguay défend sa pleine intégration d'un côté pour équilibrer le poids du Brésil et de l'Argentine et d'autre pour contribuer à la correction des asymétries à l'intérieur du bloc.

Réunions avec les représentants de l'opposition

Les représentants des principales parties de l'opposition ont manifesté leur presque impuissance face au parti Colorado qui gouverne le pays depuis 60 ans. Ils se préparent néanmoins pour les élections qui auront eu lieu au Paraguay en avril de l'année prochaine, malgré la difficulté qu'ils ont pour s'organiser face au pouvoir existant et au manque de mobilisation des citoyens. La candidature de l'ancien évêque Lugo est en train de créer beaucoup d'attentes parmi les classes les moins privilégiées, mais on ne sait pas encore avec qui il va s'allier. Vu l'impact de sa candidature et l'ambiguïté de son statut vis-à-vis du Vatican pour qui il continue d'être évêque, le parti Colorado qui domine le système judiciaire, peut trouver un moyen d'annuler sa participation à ces élections.

L'incapacité de l'opposition de s'organiser, la pauvreté et l'exclusion sociale, la corruption et l'impunité constitue de véritables obstacles aux partis de l'opposition et en particulier pour l'arrivée au pouvoir de partis de gauche.

Rencontre avec les Ambassadeurs de l'UE

L'échange de vues avec les Ambassadeurs a porté notamment sur les enjeux des élections dans le pays l'année prochaine et les problèmes majeurs auxquels le pays fait face: la mauvaise distribution de la richesse, l'inégalité sociale, l'extrême pauvreté, la corruption et l'impunité. La situation politique est mauvaise due en partie à l'usure du parti Colorado qui est au pouvoir depuis 60 ans. Il n'existe pas une véritable division du pouvoir, le tribunal de justice n'est pas neutre, la justice ne fonctionne donc pas, l'opposition n'a pas les moyens pour s'organiser. La candidature de l'évêque Lugo et la mobilisation qu'il a provoquée dans l'électorat en général pourrait constituer une alternative.

Dialogue avec la société civile

La délégation a pu s'entretenir avec les représentants des associations qui s'occupent de la protection des droits de l'homme, de l'environnement et du développement rural. Particulièrement importants ont été les déclarations des représentants des droits de l'homme qui ont insisté sur la situation des femmes, des enfants, des peuples indigènes et des plus démunis. L'insécurité juridique, la discrimination ainsi que l'absence de liberté d'expression, le difficile accès à l'éducation et à la santé ont contribué largement à un taux élevé de gens qui vivent dans des conditions de misère. La situation des paysans est particulièrement difficile due à la déforestation et à l'application des produits chimiques dans l'agriculture ainsi qu'à l'injuste distribution de la terre.

Réunions en Uruguay du 4 au 8 mai 2007

Le groupe de travail a rencontré le vice président de la République et le président du Sénat, M. Rodolfo Nin Novoa, le ministre des affaires étrangères, M. Reinaldo Gargano, et le ministre de l'économie et des finances, M. Danilo Astori.

Des rencontres ont également été organisées avec la Frente Amplio et Partido Nacional.

Le moment le plus important de cette visite était la participation de la délégation à la session constitutive du Parlement du Mercosur où le président M. Sousa Pinto a tenu un discours fort et très applaudi au nom du Parlement européen.

D'autres rencontres ont eu lieu notamment avec le président de la commission des représentants permanents du Mercosur, M. Carlos Alvarez.

Rencontre avec les représentants du gouvernement

M. Sousa Pinto, lors de ces rencontres, a particulièrement mis l'accent sur l'importance de la création d'un tribunal de justice du Mercosur destiné à arbitrer les conflits entre les Etats, l'importance de l'identité supranationale, l'intégration économique et politique comme facteur de stabilité, d'équilibre et de solidarité entre les Etats, l'impasse dans laquelle se trouve l'accord d'association EU-Mercosur et l'impact de l'adhésion du Venezuela.

L'échange de vues avec le ministre des affaires étrangères, M. Reinaldo Gargano, a été essentiellement sur les nouvelles adhésions au Mercosur, l'Uruguay a l'intention de proposer celle de l'Equateur et soutenir celle de la Bolivie et du Venezuela. Avec un marché de 300 millions d'habitants, avec une autosuffisance énergétique et alimentaire, l'Amérique du Sud devient une partie importante dans le monde. Elle pourra ainsi mieux contribuer à la paix et à l'équilibre entre les Etats. M. Gargano a manifesté son inquiétude sur la façon dont l'Europe mène ses relations avec l'Amérique du Sud surtout tenant compte de l'attention particulière qu'elle porte à l'Inde et à la Chine. En ce qui concerne le récent Parlement du Mercosur, celui-ci doit devenir un parlement des citoyens et non des ministres. Il a encore attiré notre attention sur la préoccupante situation des immigrants de l'Uruguay et du Paraguay en Espagne. L'entrée en Europe devient plus difficile qu'aux Etats Unis. Il espère que la présidence portugaise donne un "input" aux relations entre l'UE et l'Amérique latine.

Le ministre de l'économie et des finances, M. Danilo Astori, a soulevé les problèmes internes du Mercosur et notamment la difficulté qu'ont les petits pays, comme le sien, à accéder au marché des grands. Du point de vue commercial, les relations avec le Brésil et l'Argentine sont loin d'être faciles. Il espère que le Parlement du Mercosur puisse contribuer à résoudre

cette question. Malgré son attachement au bloc, l'Uruguay a des accords commerciaux avec d'autres pays comme les Etats-Unis, l'Inde et la Chine. Ses accords de libre commerce avec ces pays ainsi que l'accord de libre échange avec le Mexique sont compatibles avec son statut de membre du Mercosur, tenant compte que celui-ci n'a pas encore réussi à créer un véritable marché intérieur et que n'existe pas de coordination des politiques économiques et le code douanier est très en retard. La crise avec l'Argentine provoquée par l'usine de cellulose a eu des conséquences désastreuses dans le tourisme. Malgré tout ceci, il est très optimiste quant à l'avenir du bloc et en particulier du Parlasur.

Rencontre avec la commission des affaires étrangères du Sénat et M. Carlos Alvarez, président de la commission des représentants permanents du Mercosur.

Le sujet le plus soulevé était celui de la supranationalité, si le Brésil et l'Argentine n'acceptent pas ce principe, il n'y aura pas de véritable intégration dans le Mercosur. L'Europe reste toujours le modèle politique sociale et économique. D'autres sujets ont été évoqués, tels que: la mise en place du Parlasur comme élément porteur d'espoir, les relations politiques avec le Venezuela et les Etats-Unis, le statut de la Bolivie et les conséquences positives de son adhésion, l'application du FOCEM et la dimension sociale du Mercosur, la coopération entre les pays du bloc dans le domaine énergétique. La création d'un institut de formation du Mercosur et d'un observatoire de la démocratie. Les relations avec le CAN et les ambitions du Parlasur de devenir le parlement ibéro-américain. Les négociations de Doha et ses conséquences dans les relations commerciales avec l'Europe notamment dans le dossier agricole.

Rencontre avec les Ambassadeurs de l'UE

Un échange de vues a eu lieu sur la situation politique du pays, le manque d'intérêt de l'opinion publique pour le Mercosur et en particulier sur l'utilité du Parlasur et l'éloignement de l'Europe.

Rencontre avec la société civile

La délégation a rencontré des représentants de plusieurs ONG qui travaillent dans plusieurs secteurs de la société. Parmi les sujets discutés: l'agenda social du Mercosur, l'impact du Parlasur sur la défense des droits de l'homme, la distribution inégale de la richesse, l'immigration, la violence sur les enfants et adolescents, la drogue et l'abandon scolaire. Une partie de l'insécurité du pays vient d'adolescents qui ont abandonné l'école et n'ont pas accès au marché de travail.

Le président M. Sousa Pinto a rencontré la presse à plusieurs reprises lors de ces visites.

Maria Odilia HENRIQUES